



Droit en vigueur	Avant-projet (AP)
Loi sur les télécommunications (LTC, RS 784.10)	
<p><b>Art. 24f Information par l'OFCOM</b></p> <p><sup>1</sup> Pour autant qu'aucun intérêt public ou privé prépondérant ne s'y oppose, l'OFCOM communique sur demande le nom et l'adresse du concessionnaire et fournit des informations sur l'objet de la concession, les droits et les obligations attachés à celle-ci, les assignations de fréquences ainsi que l'emplacement des émetteurs.</p> <p><sup>2</sup> Il peut publier ces informations et les rendre accessibles en ligne si elles présentent un intérêt public.</p>	<p><b>Art. 24f, al. 1 (adapté) et al. 3 (nouveau)</b></p> <p><sup>1</sup> Pour autant qu'aucun intérêt public ou privé prépondérant ne s'y oppose, l'OFCOM communique les informations suivantes concernant l'utilisation du spectre des fréquences :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>a. le nom et l'adresse du concessionnaire, l'objet de la concession, les droits et les obligations découlant de la concession, ainsi que l'emplacement des installations de télécommunication ;</li><li>b. le nom et l'adresse de la personne soumise à l'obligation d'annoncer ;</li><li>c. le nom et l'adresse du titulaire d'un certificat de capacité.</li></ul> <p><sup>2</sup> Il peut publier ces informations et les rendre accessibles en ligne si elles présentent un intérêt public.</p> <p><sup>3</sup> Il accorde l'accès aux données sur les installations de radiocommunication mobile qui lui ont été communiquées en vertu de l'art. 59 et des dispositions de la loi fédérale sur la protection de l'environnement concernant la protection contre le rayonnement non ionisant ; l'accès n'est pas accordé si cela est susceptible de compromettre la sécurité intérieure ou extérieure de la Suisse.</p>



-	<p><b>Art. 37b Installations de radiocommunication mobile : procédure d'autorisation de construire et d'approbation des plans (nouveau)</b></p> <p>Dans les procédures d'autorisation de construire ou d'approbation des plans pour une installation de télécommunication destinée à la radiocommunication mobile (installation de radiocommunication mobile), le respect des dispositions fédérales sur la protection de l'environnement concernant la protection contre le rayonnement non ionisant n'est pas examiné.</p>
	<p><b>Art. 37c Installations de radiocommunication mobile : annonce de la mise en service (nouveau)</b></p> <p><sup>1</sup> La mise en service d'une installation de radiocommunication mobile doit être annoncée à l'autorité compétente au moins deux mois à l'avance ; cette exigence s'applique aussi à la mise en service d'une installation de radiocommunication mobile après une modification qui, selon les dispositions fédérales sur la protection de l'environnement, a une incidence sur la protection contre le rayonnement non ionisant.</p> <p><sup>2</sup> Si la mise en service est urgemment nécessaire pour assurer la couverture, l'annonce doit être faite au plus vite, mais au plus tard à la date de la mise en service.</p> <p><sup>3</sup> L'exploitant de l'installation de radiocommunication mobile doit joindre à l'annonce des documents d'information technique sur la mise en service.</p>
	<p><b>Art. 37d Installations de radiocommunication mobile : examen des documents, publication et mise en service (nouveau)</b></p> <p><sup>1</sup> Sur la base des documents remis, l'autorité compétente examine, dans les deux mois suivant la réception de l'annonce, si les dispositions fédérales sur la protection de l'environnement concernant la protection contre le rayonnement non ionisant sont respectées. Dans les cas mentionnés à l'art. 37c, al. 2, l'examen a lieu au plus vite.</p> <p><sup>2</sup> Si, sur la base des documents remis, l'autorité compétente constate que les dispositions ne sont pas respectées, elle accorde à l'exploitant de l'installation de radiocommunication mobile un délai approprié pour se conformer au droit ou rétablir la situation conforme.</p> <p><sup>3</sup> Si, sur la base des documents remis, l'autorité compétente constate que les dispositions sont respectées, elle notifie sa décision à l'exploitant de l'installation de radiocommunication mobile ; la décision est publiée avec les documents examinés.</p> <p><sup>4</sup> L'installation de radiocommunication mobile ne peut être mise en service ou, dans les cas visés à l'art. 37c, al. 2, continuer à être exploitée qu'une fois la décision notifiée conformément à l'al. 3. À défaut, l'installation de radiocommunication mobile ne peut pas être mise en service ou, dans les cas visés à l'art. 37c, al. 2, doit être mise hors service.</p>
	<p><b>Art. 37e Installations de radiocommunication mobile : voies de droit (nouveau)</b></p> <p><sup>1</sup> Un recours contre une décision basée sur l'art. 37d, al. 3, doit être déposé dans les 30 jours suivant la publication.</p> <p><sup>2</sup> Le recours n'a pas d'effet suspensif.</p>

	<p><b>Art. 37f Installations de radiocommunication mobile : surveillance et système d'assurance qualité (nouveau)</b></p> <p><sup>1</sup> L'autorité compétente surveille le respect des dispositions fédérales sur la protection de l'environnement concernant la protection contre le rayonnement non ionisant.</p> <p><sup>2</sup> Elle veille à ce que les mesures et vérifications nécessaires au contrôle du respect des dispositions soient réalisées. Elle peut prendre en considération des investigations menées par des tiers.</p> <p><sup>3</sup> Si elle constate que les dispositions ne sont pas respectées, elle demande à l'exploitant de l'installation de radiocommunication mobile de prendre les mesures nécessaires pour régulariser la situation.</p> <p><sup>4</sup> Les exploitants des installations de radiocommunication mobile doivent surveiller le respect des dispositions au moyen d'un système d'assurance qualité.</p>
	<p><b>Art. 37g Installations de radiocommunication mobile : dispositions d'exécution (nouveau)</b></p> <p>Le Conseil fédéral détermine :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a. les documents à remettre en même temps que l'annonce faite conformément à l'art. 37c, al. 1 et 2 ;</li> <li>b. les cas dans lesquels mesures et vérifications prévues à l'art. 37f, al. 2 doivent être réalisés, ainsi que les exigences applicables ;</li> <li>c. les exigences relatives au système d'assurance qualité requis à l'art. 37f, al. 4.</li> </ul>
<p><b>Art. 51</b> (abrogé)</p>	<p><b>Art. 51 Non-respect des obligations d'annoncer et de disposer d'un système d'assurance qualité (nouveau)</b></p> <p>Est puni d'une peine pécuniaire quiconque :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a. met en service une installation de radiocommunication mobile sans l'avoir préalablement annoncé conformément à l'art. 37c, al. 1 ou 2 ;</li> <li>b. ne dispose pas du système d'assurance qualité requis à l'art. 37f, al. 4.</li> </ul>
<p><b>Art. 62 Exécution</b></p> <p><sup>1</sup> Le Conseil fédéral est chargé de l'exécution de la présente loi. Les compétences de la ComCom sont réservées.</p> <p><sup>2</sup> Le Conseil fédéral peut déléguer à l'OFCOM le soin d'édicter les prescriptions administratives et techniques nécessaires.</p>	<p><b>Art. 62, al. 1 (adapté) et al. 1<sup>bis</sup> (nouveau)</b></p> <p><sup>1</sup> Le Conseil fédéral est chargé de l'exécution de la présente loi. L'al. 1<sup>bis</sup> et les compétences de la ComCom demeurent réservées.</p> <p><sup>1bis</sup> L'exécution des dispositions régis aux art. 37b à 37f incombe aux cantons ; l'Office fédéral de l'environnement (OFEV) surveille leur exécution. Si, en vertu de l'art. 41, al. 2 de la loi fédérale du 7 octobre 1983 sur la protection de l'environnement, la compétence incombe à une autorité fédérale, celle-ci est chargée de l'exécution conformément aux art. 37b à 37f.</p> <p><sup>2</sup> Le Conseil fédéral peut déléguer à l'OFCOM le soin d'édicter les prescriptions administratives et techniques nécessaires.</p>